



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

Territoire « *Blavet morbihannais* »

Campagne 2024

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le territoire « Blavet morbihannais » au titre de la campagne PAC 2024. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de le PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

1 PÉRIMÈTRE DU TERRITOIRE « BLAVET MORBIHANNAIS » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Le territoire du PAEC Blavet morbihannais correspond à l'ensemble du bassin versant morbihannais du Blavet, du lac de Guerlédan au Nord à la rade de Lorient au Sud.



Les communes suivantes sont totalement ou partiellement dans le territoire « Blavet morbihannais » :

| INSEE | NOM | Inclusion Totale/Partielle dans le territoire du PAEC |
|-------|-------------------|---|
| 22285 | Saint-Connec | Totale |
| 56010 | Baud | Partielle |
| 56017 | Bignan | Partielle |
| 56031 | Camors | Partielle |
| 56039 | La Chapelle-Neuve | Totale |
| 56041 | Cléguérec | Totale |
| 56047 | Crédin | Partielle |
| 56072 | Gueltas | Partielle |
| 56074 | Guénin | Totale |
| 56076 | Guern | Partielle |
| 56092 | Kerfourn | Totale |

| INSEE | NOM | Inclusion Totale/Partielle dans le territoire du PAEC |
|--------------|-------------------------|--|
| 56093 | Kergrist | Totale |
| 56117 | Locminé | Totale |
| 56125 | Malguénac | Totale |
| 56128 | Melrand | Totale |
| 56140 | Moréac | Partielle |
| 56141 | Moustoir-Ac | Partielle |
| 56144 | Evellys | Totale |
| 56146 | Neulliac | Totale |
| 56151 | Noyal-Pontivy | Totale |
| 56160 | Pleugriffet | Partielle |
| 56173 | Pluméliau-Bieuzy | Totale |
| 56174 | Plumelin | Totale |
| 56178 | Pontivy | Totale |
| 56189 | Radenac | Partielle |
| 56190 | Réguiny | Totale |
| 56203 | Saint-Aignan | Totale |
| 56204 | Saint-Allouestre | Partielle |
| 56207 | Saint-Barthélemy | Totale |
| 56209 | Sainte-Brigitte | Totale |
| 56213 | Saint-Gérard-Croixanvec | Partielle |
| 56215 | Saint-Gonnery | Partielle |
| 56237 | Saint-Thuriau | Totale |
| 56242 | Séglien | Partielle |
| 56245 | Silfiac | Totale |
| 56246 | Le Sourn | Totale |
| 56026 | Bubry | Partielle |
| 56029 | Calan | Partielle |
| 56036 | Caudan | Partielle |
| 56040 | Cléguer | Partielle |
| 56062 | Gâvres | Totale |
| 56083 | Hennebont | Totale |
| 56089 | Inguiniel | Partielle |
| 56090 | Inzinzac-Lochrist | Totale |
| 56098 | Lanester | Partielle |
| 56101 | Languidic | Partielle |
| 56104 | Lanvaudan | Totale |
| 56118 | Locmiquélic | Totale |
| 56181 | Port-Louis | Totale |

| INSEE | NOM | Inclusion Totale/Partielle dans le territoire du PAEC |
|-------|-----------|---|
| 56188 | Quistinic | Totale |
| 56193 | Riantec | Partielle |
| 56166 | Plouay | Partielle |

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

Si l'exploitation est située sur plusieurs territoires, elle est éligible aux mesures du territoire sur lequel elle a la plus grande part de surface agricole utile (SAU) en première année d'engagement.

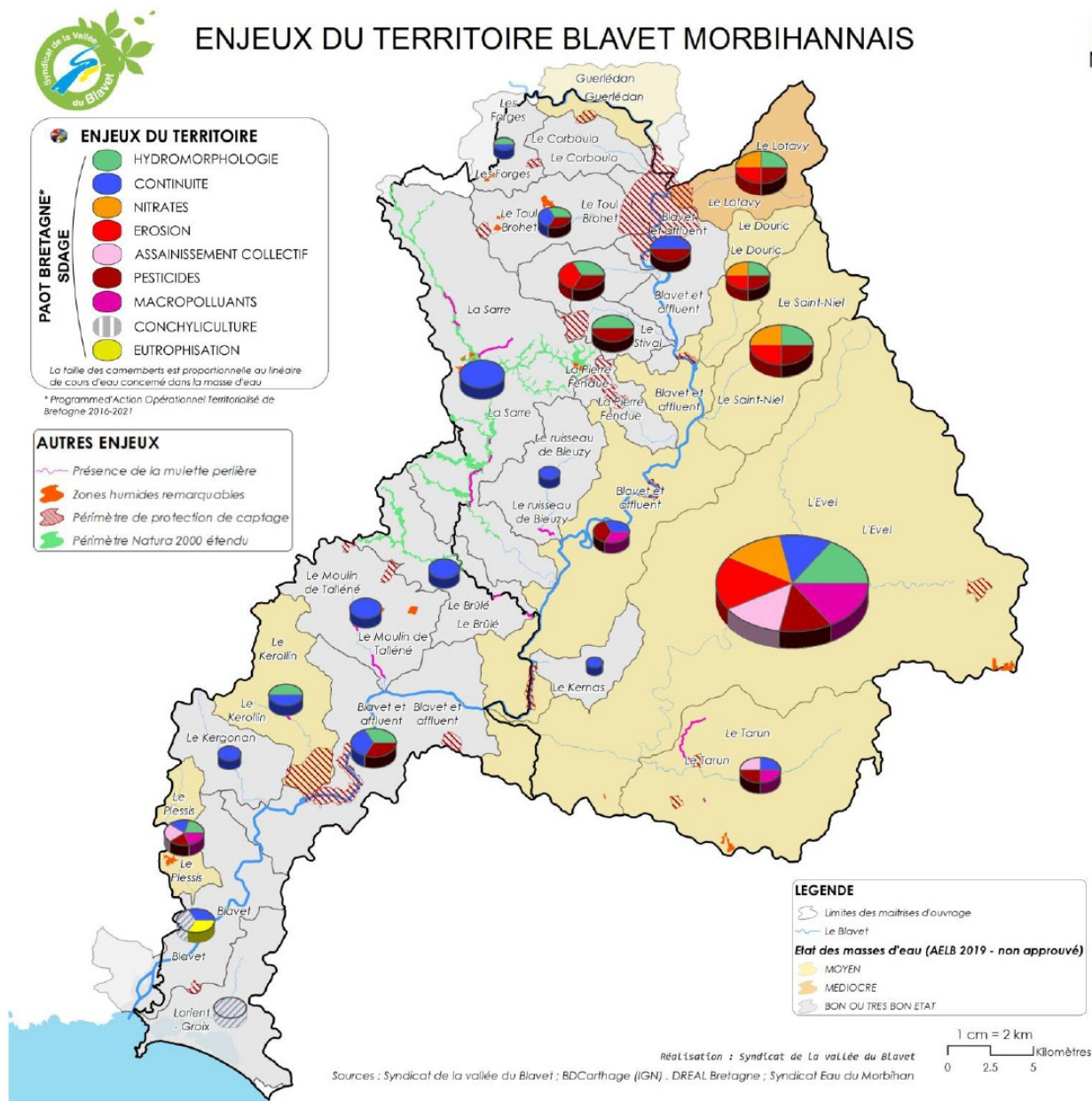
En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

Le PAEC du Blavet morbihannais est un territoire diversifié et contrasté selon deux divisions géographiques :

- amont/aval : la zone aval et littorale concentre l'essentiel de la population et de la croissance démographique avec de grandes zones urbaines et périurbaines autour de Lorient et son agglomération. À l'amont, il existe une certaine unité socio-économique rurale autour de l'agriculture ; Dans le bassin pontivien, des cultures légumières de plein champ occupent également une place importante.
- rive gauche/rive droite : la rive gauche, à dominante schisteuse, est caractérisée par un relief tabulaire et une agriculture de type intensive. Historiquement basée sur des exploitations laitières, cette rive s'est diversifiée vers des productions d'élevage hors-sol (porcs et volailles) avec les grandes cultures associées. Cette agriculture s'est peu à peu diversifiée avec l'introduction de cultures légumières pour l'industrie agro-alimentaire. La rive droite se distingue par un relief plus encaissé sur substrat granitique ainsi qu'une agriculture plus extensive avec des enjeux de biodiversité plus marqués (Natura 2000, APB Mulette, Trame verte et bleue).

Le territoire est confronté à de multiples pressions sur les cours d'eau : hydromorphologie, continuité, nitrates, pesticides, phosphore, érosion des sols, assainissements collectifs, bactériologie et eutrophisation. Récemment la problématique de captages contaminés par les métabolites du S-métolachlore est également devenue une priorité.



Une dizaine de stations de prélèvement font l'objet d'un suivi de la qualité de l'eau pour quantifier ces différents transferts aux cours d'eau (nitrates, phosphore et pesticides) :

- concernant les nitrates, une tendance est à la baisse depuis quelques années. Cependant les valeurs mesurées sont toujours des valeurs hautes (au-dessus de 30 mg/L en moyenne) avec deux cours d'eau qui ont des valeurs supérieures à 50 mg/L ;
- le phosphore est majoritairement d'origine particulaire (à l'exception d'un cours d'eau) donc issu des apports de sol. Les valeurs observées sont de l'ordre de 0,1 à 0,5 mg/L. L'objectif du SAGE pour ce paramètre est de 0,2 mg/L (Q90) ;
- les pesticides sont systématiquement en dépassement de seuil pour les concentrations cumulées (seuil à 0,5 µg/L) et pour de nombreuses molécules en concentration seule (seuil à 0,1 µg/L). C'est le cas du S-métolachlore-ESA qui dépasse le seuil à chaque prélèvement. Des valeurs très élevées sont régulièrement relevées. Par exemple, en juin 2021 sur le St-Niel, où 62 molécules ont été quantifiées pour une concentration cumulée de 14,78 µg/L. Certains des captages présents sur le territoire

font d'ores et déjà l'objet d'un régime dérogatoire d'exploitation du fait de teneur en S-métolachlore-ESA supérieure à la norme.

Enfin, l'amont du territoire connaît des problématiques liées à l'érosion. Plus de 200 coulées de boues ont été signalées depuis 2018. 85 % de ces coulées de boues ont eu lieu sur des parcelles de maïs et de légumes (Figure : 6). Ce sol arrivant aux cours d'eau génère de nombreuses pressions : matières en suspension, colmatage des cours d'eau, apport de phosphore et des molécules phytosanitaires liées aux particules du sol...

D'un point de vue de la biodiversité, le territoire du PAEC est concerné par de nombreux sites classés à divers titres:

- Natura2000 (par exemple sur la Sarre), ZICO et ZPS en rade de Lorient... ;
- des grands ensembles de cohérence biologique de type Znieff 1 et 2...
- 9 800 ha sont classés en zone humide dont près de 5 000 ha sont intégrés dans la SAU des exploitations
- les cours d'eau affluents du Blavet morbihannais accueillent des espèces patrimoniales comme le saumon atlantique, la truite fario ou la mulette perlière. Cette dernière fait l'objet d'arrêtés préfectoraux de protection pris en 2021 pour les cours d'eau de Bonne chère, du Téliéné, du Brandifrou et du Manéantoux.

La date de fauche habituelle du territoire à partir de laquelle est calculé le retard moyen d'utilisation des surfaces engagées en MAEC « Protection des espèces » est : **le 20 mai**.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

| Enjeu | Nom mesure court | Code unique mesure | Type de mesure | Montants unitaires €/ha | Plafond en € | Critère de priorisation | Mesure ouverte aux entités collectives |
|--|--|--------------------|----------------|-------------------------|--------------|--|--|
| Biodiversité | Création de prairies | BT_BLMO_CPRA | Localisée | 358 | 8 000 € | | non |
| Biodiversité | Ligneux | BT_BLMO_IAE1 | Localisée | 0,8 €/ml | | | |
| Biodiversité | Maintien de l'ouverture des milieux | BT_BLMO_OUV1 | Localisée | 153 | 8 000 € | | oui |
| Biodiversité | Maintien de l'ouverture des milieux - amélioration de la gestion par le pâturage | BT_BLMO_OUV2 | Localisée | 204 | 8 000 € | | oui |
| Biodiversité | Préservation des milieux humides | BT_BLMO_MHU1 | Localisée | 150 | 8 000 € | | oui |
| Biodiversité | Préservation des milieux humides - Amélioration de la gestion par le pâturage | BT_BLMO_MHU2 | Localisée | 201 | 8 000 € | | oui |
| Biodiversité | Protection des espèces 1 | BT_BLMO_ESP1 | Localisée | 82 | 4 000 € | | oui |
| Biodiversité | Protection des espèces 2 | BT_BLMO_ESP2 | Localisée | 145 | 5 000 € | | oui |
| Biodiversité | Protection des espèces 3 | BT_BLMO_ESP3 | Localisée | 200 | 6 000 € | | oui |
| Biodiversité | Protection des espèces 4 | BT_BLMO_ESP4 | Localisée | 254 | 7 000 € | | oui |
| Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère | Elevages d'herbivores 1 | BT_BLMO_HBV1 | Système | 121 | 8 000 € | Seules les exploitations avec un jeune agriculteur présent au moment de la demande et cumulant les 2 conditions suivantes peuvent s'engager dans cette | non |

| Enjeu | Nom mesure court | Code unique mesure | Type de mesure | Montants unitaires €/ha | Plafond en € | Critère de priorisation | Mesure ouverte aux entités collectives |
|--|---|--------------------|----------------|-------------------------|--------------|--|--|
| | | | | | | mesure : 1) jeune répondant à la définition de jeune agriculteur au titre du 1er pilier de la PAC 2024 pour bénéficier de l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs ; 2) installation intervenue après le 15 mai 2022 | |
| Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère | Elevages d'herbivores 2 | BT_BLMO_HBV2 | Système | 177 | 10 000 € | | non |
| Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère | Elevages d'herbivores 3 | BT_BLMO_HBV3 | Système | 233 | 12 000 € | | non |
| Eau | Arboriculture - Lutte biologique - Herbicides | BT_BLMO_ARB1 | Système | 527 | 8 000 € | | non |
| Eau | Couverture - Herbicides - Grandes cultures 1 | BT_BLMO_COV1 | Système | 204 | 8 000 € | | non |
| Eau | Couverture - Herbicides - Grandes cultures 2 | BT_BLMO_COV2 | Système | 225 | 10 000 € | | non |
| Eau | Couverture - Herbicides - Grandes cultures 3 | BT_BLMO_COV3 | Système | 324 | 12 000 € | | non |
| Eau | Couverture - Pesticides - Grandes cultures 1 | BT_BLMO_COV4 | Système | 220 | 8 000 € | | non |
| Eau | Couverture - Pesticides - Grandes cultures 2 | BT_BLMO_COV5 | Système | 284 | 10 000 € | | non |
| Eau | Couverture - Pesticides - Grandes cultures 3 | BT_BLMO_COV6 | Système | 347 | 12 000 € | | non |
| Eau | Gestion de la fertilisation - Réduction des pesticides - Grandes cultures | BT_BLMO_FER6 | Système | 212 | 8 000 € | | non |
| Eau | Herbicides - Grandes cultures 1 | BT_BLMO_PHY1 | Système | 122 | 8 000 € | | non |
| Eau | Herbicides - Grandes cultures 2 | BT_BLMO_PHY2 | Système | 143 | 10 000 € | | non |
| Eau | Herbicides - Grandes cultures 3 | BT_BLMO_PHY3 | Système | 281 | 12 000 € | | non |
| Eau | Pesticides - Gestion quantitative - Grandes cultures 1 | BT_BLMO_PHY7 | Système | 149 | 8 000 € | | non |
| Eau | Pesticides - Gestion | BT_BLMO_PHY8 | Système | 165 | 10 000 € | | non |

| Enjeu | Nom mesure court | Code unique mesure | Type de mesure | Montants unitaires €/ha | Plafond en € | Critère de priorisation | Mesure ouverte aux entités collectives |
|-------|--|--------------------|----------------|-------------------------|--------------|-------------------------|--|
| | quantitative - Grandes cultures 2 | | | | | | |
| Eau | Pesticides - Gestion quantitative - Grandes cultures 3 | BT_BLMO_PHY9 | Système | 229 | 12 000 € | | non |
| Eau | Pesticides - Grandes cultures 1 | BT_BLMO_PHY4 | Système | 137 | 8 000 € | | non |
| Eau | Pesticides - Grandes cultures 2 | BT_BLMO_PHY5 | Système | 201 | 10 000 € | | non |
| Eau | Pesticides - Grandes cultures 3 | BT_BLMO_PHY6 | Système | 306 | 12 000 € | | non |
| Sol | Semis direct 1 | BT_BLMO_SDC1 | Système | 104 | 8 000 € | | non |
| Sol | Semis direct 2 | BT_BLMO_SDC2 | Système | 158 | 10 000 € | | non |

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Blavet morbihannais ».

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

5 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ D'UNE DEMANDE MAEC

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant des sanctions peuvent être appliquées.

5.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

5.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les exploitations présentant au moins une parcelle dans un territoire BVAV (Bassin Versant Algues Vertes : limité selon les arrêtés définissant le programme d'action volontaire visant à diminuer les flux de nitrates contribuant à la prolifération d'algues vertes) ainsi que les exploitations concernées par la ZSCE algues vertes (au moins 3 ha dans le bassin versant algues vertes) sont éligibles à la demande d'une MAEC disponible dans un PAEC BVAV.

6 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par l'autorité de gestion après avis de la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères

décrits dans l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2024 de la région Bretagne.

7 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2024, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2024 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;

Concernant les mesures pour lesquelles un « oui » est indiqué dans la colonne « Obligation de déclarer les effectifs animaux autres que bovins » du tableau ci-dessus (partie 3 de la présente notice), vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

Si vous êtes une entité collective qui souscrit une mesure ouverte aux entités collectives³ pour laquelle la déclaration des effectifs animaux est obligatoire (voir tableau ci-dessus dans partie 3 de la présente notice), vous devez remplir le formulaire « Déclaration de montée et de descente d'estive » pour renseigner l'ensemble des animaux herbivores pâturant sur les surfaces collectives dont vous assurez la gestion. Ce formulaire est à renvoyer à la DDT(M) au plus tard le 15 novembre 2024, afin que celle-ci soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux présents sur vos surfaces.

8 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

| Structure animatrice du PAEC | Nom du contact | Adresse mail | Téléphone |
|------------------------------|----------------|-------------------------|----------------|
| Blavet terres & eaux | PAILLAT Jean | jean.paillat@blavet.bzh | 02 97 51 09 37 |

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

³ Est qualifiée de « collective » toute utilisation de surface à plusieurs éleveurs, que les animaux soient ou non regroupés en un troupeau commun. Dans ces conditions, les groupements pastoraux sont éligibles ainsi que toutes les formes d'entités collectives juridiquement constituées et dotées de la personnalité morale dès lors qu'elles gèrent en responsabilité directe des surfaces dont elles sont propriétaires ou locataires et qu'elles en organisent l'utilisation collective notamment par les troupeaux de leurs membres ou ayants droit.